



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 32 du 16 juillet 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 juillet 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	771
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	771
MISSION ECONOMIQUE.....	771
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 7 juillet 2010.....	771
CABINET DU PREFET	771
Service interministériel de défense et de la protection civile	771
Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours du lundi 28 juin 2010 - Procès-verbal n° 09/2010	771
Extrait de l'arrêté n° 72/2010/SIDPC du 28 juin 2010 fixant la composition du comité départemental canicule	771
Extrait de l'arrêté n° 2010/80/SIDPC du 5 juillet 2010 modifiant le plan Rouge	772
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	772
Bureau des réglementations	772
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY	772
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY	773
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	773
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à FROUARD	773
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE	773
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY	774
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MALZEVILLE	774
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	774
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT	774
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE	775
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	775
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY	776
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	777
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPAGNEULLES	778
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à GORCY	778
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOUL	779
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	779
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	780
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MONCEL LES LUNEVILLE	780
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPAGNEULLES	781
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY	782
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY	783
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	783
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	784
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	785
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	785
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à AZERAILLES	786
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROVILLE	787
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY	787
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	787
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à DAMELEVIERES	788
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à POMPEY	789
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à GONDREVILLE	790
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY	791
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT	792
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à LONGWY	792
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	793
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	793
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant règlement du budget primitif 2010 de la commune de REMEREVILLE	793
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	794
Arrêté n° 2010-1390 constatant le retrait du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein air et de loisirs de la Vallée de l'Othain	794
Bureau des procédures environnementales.....	795
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} juillet 2010 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Coopérative Agricole Lorraine d'ÉCROUVES	795
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	795
Bureau de l'interministérielle	795
Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2010 portant déclassement de l'ancien commissariat de police de JOEUF	795
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	795
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	795
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 arrêtant le budget primitif 2010 de la commune de Merviller	795
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	797
Extrait de l'arrêté du 29 juin 2010 portant règlement d'office du budget primitif de la commune d'ANSAUVILLE	797
Extrait de l'arrêté du 5 juillet 2010 portant modification des statuts de la communauté de communes des 3 vallées.....	797
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	798
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	798
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	798
Cellule milieu extérieur.....	798
Extrait de l'arrêté n° 631/2010/ARS/DT54 du 17 juin 2010 fixant les modalités du contrôle sanitaire des eaux de baignades aménagées en Meurthe-et-Moselle.....	798
Cellule habitat santé	799
Extrait de l'arrêté n° 632/2010/ARS/DT54 du 17 juin 2010 fixant les modalités du contrôle de l'hygiène et de la qualité des eaux des piscines	799
Service établissements de santé.....	801
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 66/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	801
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 87/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	801
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 88/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	801
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 89/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	801

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 90/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	802
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 91/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	802
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 92/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	802
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 93/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	803
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 94/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	803
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 95/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010.....	803
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 96/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	803
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 97/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	804
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 102/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 665.....	804
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 103/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 780.....	804
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 104/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 008 364.....	804
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 105/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 008 737.....	805
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 106/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 578.....	805
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 107/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 586.....	805
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 108/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 012 747.....	805
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 109/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 459.....	806
Service produits de la santé et de la biologie.....	806
Extrait de l'arrêté N° 2010-118 du 25 juin 2010 relatif à la modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur des hôpitaux de Brabois à VANDOEUVRE-LES-NANCY – CHU NANCY.....	806
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	806
Extrait de l'arrêté autorisant la capture temporaire et le relâcher de spécimens d'espèces animales protégées en date du 1 ^{er} juillet 2010 (Sonneur à ventre jaune).....	806
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	807
Extrait de la décision d'agrément n° 10.16.271.003.1 du 14 avril 2010 concernant la société EUROMASTER à LUDRES (54).....	807
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	807
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	807
Arrêté n° 01/2010 du 8 juillet 2010 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	807
Arrêté n° 05/2010 du 8 juillet 2010 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	808
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	809
Service aménagement durable, urbanisme et risques.....	809
Extrait de l'arrêté de cessibilité n° 08 DDT 10 ADUR/AJ du 22 juin 2010 - Commune de VILLE EN VERMOIS - Aménagement de la ZAC Moussières/Corvée Moutarde.....	809
Extrait de l'arrêté de cessibilité rectificatif n° 11 DDT 10 ADUR/AJ du 30 juin 2010 - Commune de VILLE EN VERMOIS - Aménagement de la ZAC Moussières/Corvée Moutarde.....	809
Service agriculture, forêt, chasse.....	810
Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 240 du 26 juin 2010 dans le département de Meurthe-et-Moselle - campagne 2010-2011.....	810
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 244 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JEAN LES LONGUYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3078.....	812
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 245 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ARRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3076 -.....	812
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 246 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ARRAYE ET HAN - LEYR - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3036 -.....	813
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 247 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2995 -.....	813
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 248 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VITRIMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3046 -.....	813
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 249 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLEY LE SEC - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3034 -.....	813
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 250 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARBONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3059 -.....	814
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 251 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ORMES & VILLE - FLAVIGNY SUR MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3063 -.....	814
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 252 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JAULNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3056 -.....	814
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 253 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT – BEZANGE LA PETITE (57) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3061 -.....	814
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 254 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY AUX BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3060 -.....	815
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 255 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JAULNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3052 -.....	815
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 256 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JAULNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3067 -.....	815
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 257 du 28 juin 2010 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à VITREY - DOLCOURT - LALOEUF - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3054 -.....	815
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 259 du 9 juillet 2010 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de BOUXIERES AUX CHENES.....	816
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 260 du 9 juillet 2010 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de GELACOURT.....	816
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 261 du 9 juillet 2010 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de PRENY.....	817
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	818
Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 19 juillet 2010.....	818
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	819
Arrêté n° 10-1378 du 28 juin 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. le Colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur départemental des services d'Incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle.....	819

AVIS ET COMMUNICATIONS	819
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	819
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	819
Service aménagement durable, urbanisme, risques	819
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31293 du 8 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOMBLAINE	819
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34858 du 8 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FLEVILLE-LIXIERES	819
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 39551 du 8 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'ARRACOURT	819
AUTRES SERVICES.....	819
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	819
Extrait de la décision n° 10-03 du 28 juin 2010 relative à la Mission d'Audit d'Evaluation et de Contrôle des Organismes de Protection Sociale Agricole (MAECOPSA)	819
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	820
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 13 juillet 2010 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié	820

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 7 juillet 2010**

Réunie le 7 juillet 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a autorisé la SCI du Grand Rupt, en qualité d'investisseur, à procéder à la création d'un ensemble commercial, route de Briey à PONT-A- MOUSSON, de 3 490 m² de surface de vente comprenant trois cellules commerciales de :

- 1 210 m² de surface de vente en articles de sports et loisirs,
- 830 m² de surface de vente en équipement de la personne et
- 1 450 m² de surface de vente en équipement de la maison.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 7 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

CABINET DU PREFET*Service interministériel de défense et de la protection civile***Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours du lundi 28 juin 2010 - Procès-verbal n° 09/2010****10 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

BERCHIAT TRONCHE	Evelyne	ROSNES
DASNOY	Olivier	MAXEVILLE
FAIVRE	Aurélié	GILLEY
GUYOT BARRILLET	Cécile	SAINT LEGER du BOIS
HALBWACHS	Elodie	RIEDISHEIM
IUNG	Christophe	PULNOY
MARCHAND	Arnaud	NOMPATELIZE
MARTIN	Alain	THILLOT
TINE	Laurent	AUMETZ
VINSU KIPFER	Christiane	BESANCON

Extrait de l'arrêté n° 72/2010/SIDPC du 28 juin 2010 fixant la composition du comité départemental canicule

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 fixant la composition du comité départemental canicule pour l'année 2009

ARRETE

Article 1^{er} - L'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 fixant la composition du comité départemental canicule pour l'année 2009 visé ci-dessus est abrogé.

Article 2 - Le comité départemental canicule, présidé par M. le préfet de la Meurthe-et-Moselle ou son représentant, est composé de la manière suivante :

REPRESENTANTS DES SERVICES DE L'ÉTAT CONCERNES

- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant
- le directeur départemental de la cohésion sociale ou son représentant
- la directrice départementale de la protection des populations (DDPP) ou son représentant
- l'inspecteur d'académie ou son représentant
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant
- le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- le chef de l'unité territoriale de la direction régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ou son représentant

- le délégué départemental de Météo France ou son représentant

REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**CONSEIL GENERAL**

- M. Michel DINET, président du conseil général ou son représentant

MAIRES DES PRINCIPALES VILLES

- le maire de NANCY ou son représentant
- le maire de VANDOEUVRE ou son représentant
- le maire de LUNEVILLE ou son représentant
- le maire de TOUL ou son représentant
- le maire de BRIEY ou son représentant
- le maire de LONGWY ou son représentant
- le maire de PONT-A-MOUSSON ou son représentant

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES

- la présidente de l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE

- le délégué départemental de l'UDCCAS ou son représentant

REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE CHAMP SANITAIRE, MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL**MAISONS DE RETRAITE ET AUTRES INSTITUTIONS**

- M. PETIT, directeur de la maison de retraite de ROSIERES - AUX- SALINES
- M. PERCEAU, directeur de la maison de retraite de SAINT- FIRMIN
- Mme MATHIEU, directrice de l'U.R.I.O.P.S.S
- M. le président du CODERPA ou son représentant

ETABLISSEMENTS DE SANTE et le cas échéant gestionnaires de Maisons de Retraite, d'U.S.L.D et de S.S.I.A.D. :

- M. SAUVAGE, fédération des établissements d'hospitalisation et assistance privées - association hospitalière St Eloi NEUVES MAISON
- M. Gilles BAROU, représentant la fédération hospitalière de France

ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES DE L'AIDE A DOMICILE ET DE SSIAD

- M. LUCIEN, fédération A.D.M.R.

- Mme STUMER infirmière coordinatrice du SSIAD de l'OHS de NANCY

ASSOCIATIONS RELEVANT DU CHAMP SOCIAL

- le délégué départemental de la FNARS ou son représentant

- le directeur de l'agence départementale d'ADOMA ou son représentant

- le directeur général de l'ARS responsable du SAMU social ou son représentant

- la responsable de l'Armée du Salut de Nancy ou son représentant

- la présidente de la Croix Rouge Française ou son représentant

- le président d'Emmaüs France ou son représentant

- la présidente de « familles rurales » ou son représentant

- le président de « médecins du monde » ou son représentant

REPRESENTANTS AU TITRE DE LA PERMANENCE DES SOINS

- le président du conseil de l'ordre des médecins ou son représentant

- le directeur du service d'aide médicale urgente (SAMU) ou son représentant

- le directeur du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ou son représentant

- le directeur de SOS Médecins ou son représentant

- le représentant du dispositif de régulation des appels téléphoniques mis en place par les médecins libéraux

Article 3 - Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité départemental canicule.

Nancy, le 28 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 2010/80/SIDPC du 5 juillet 2010 modifiant le plan Rouge

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – L'ORSEC nombreuses victimes appelé plan rouge sous l'ancienne planification est modifié comme suit :

La liste ci-jointe des médecins aptes à assurer la fonction de directeur des secours médicaux annule et remplace la liste figurant dans l'arrêté préfectoral du 14 février 2003.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des services d'incendie et secours, les chefs de services cités dans le plan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 juillet 2010

Le préfet,
signé le directeur de Cabinet,
Frédéric BERNARDO

LISTE DES MEDECINS APTES A ASSURER LA FONCTION DE DIRECTEUR DES SECOURS MEDICAUX

Service départemental d'incendie et de secours :

- Médecin colonel HUOT-MARCHAND François

- Médecin commandant MOUGEOLLE François

Service d'aide médicale urgente :

- Dr NACE Lionel

- Dr ALBIZZATI Stéphane

- Dr ATAIN-KOUADIO Philippe

- Dr BOURZEIX Cédric

- Dr CHOUIHED Tahar

- Dr CLEMENT Eric

- Dr FREY Jérôme

- Dr LOUIS Géraldine

- Dr PHILIPPE Marie-Hélène

- Dr SADOUNE Sonia

- Dr VALANCE Aude

- Dr VAROQUI Claude

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE CHAMPAGNE 57 rue Saint Jean 54000 NANCY, présentée par M Dominique SCHMITT ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 27 mai 1997, à M Dominique SCHMITT est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3436**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à M Dominique SCHMITT , 3 rue François de Curel BP 40124 57021 METZ CEDEX 1.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Avenue Foch NANCY 54000 NANCY présentée par M Bertrand SEGUIN ;

AR R E T E

Article 1er – M Bertrand SEGUIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3462**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 07/12/2003 modifié le 08/02/2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté 07/12/2003 modifié demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bertrand SEGUIN avenue Foch 54001 NANCY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 2 Avenue de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par BUFFALO GRILL SA ;

AR R E T E

Article 1er – M Jean François SAUTEREAU représentant la SA BUFFALO GRILL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3562**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 19 décembre 2008 susvisé.

Article 2 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M Jean François SAUTEREAU représentant la SA BUFFALO GRILL RN 20 91630 AVRAINVILLE. ainsi qu'au Maire de la commune et au sous-préfet de Toul.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé ZAC du Saule Gaillard 54390 FROUARD présentée par M. SAUTEREAU ;

AR R E T E

Article 1er – M. SAUTEREAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3563**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 21 janvier 2008 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- Nombre de caméras

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 21 janvier 2008 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant de la brigade de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. SAUTEREAU, RN 20 91630 AVRAINVILLE, ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 36 avenue de la République 54510 TOMBLAINE présentée par Mme Isabelle FORELLE ;

AR R E T E

Article 1er – Mme Isabelle FORELLE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3579**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral 15 janvier 2007 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 15/01/2007 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Isabelle FORELLE 36 avenue de la République 54510 TOMBLAINE. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 55 avenue du 69e R.I. 54270 ESSEY LES NANCY présentée par M Charles AMYOT ;

ARRETE

Article 1er – M Charles AMYOT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4184**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 1999 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- les caméras

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Charles AMYOT, 5/6 place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE CEDEX. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MALZEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Rue du Colonel Driant 54220 MALZEVILLE présentée par M. Charles AMYOT ;

ARRETE

Article 1er – M. Charles AMYOT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4185**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- les caméras

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 25 octobre 1999 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Charles AMYOT, 5/6 Place de l'Iris, 92095 PARIS LA DEFENSE CEDEX. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 22 avenue Jeanne d'Arc 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par M Charles AMYOT ;

ARRETE

Article 1er – M Charles AMYOT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4189**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 25 octobre 1999 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Charles AMYOT, 5/6 place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE CEDEX. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Zone de Frocourt 54180 HOUEMONT présentée par M. Jean-Luc OLIVIERI ;

Considérant qu'il n'est pas démontré que la terrasse d'été est particulièrement exposée à des risques d'agression ou de vol, la commission rejette l'autorisation pour les deux caméras visionnant ce lieu;

AR R E T E

Article 1er – M Jean-Luc OLIVIERI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4662**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 13 novembre 2006 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Luc OLIVIERI, Zone de Frocourt 54180 HOUDEMONT. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 2 rue Majorelle 54100 DOMBASLE SUR MEURTHE présentée par Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0009**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur..

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU, 65 rue Pierre SEMARD - BP 64017 54039 NANCY CEDEX. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 35 rue des Bosquets 54300 LUNEVILLE présentée par Monsieur Pascal MAIREY ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Pascal MAIREY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0014**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 17 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pascal MAIREY, 35 rue des Bosquets 54300 LUNEVILLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune et au Sous Préfet de Lunéville.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL Lerondeau 4 boulevard d'Austrasie 54000 NANCY présentée par Monsieur Jean-Marc LERONDEAU ;

Considérant que la commission de vidéosurveillance n'est pas compétente pour la caméra n°2 qui concerne un lieu non ouvert au public (cuisine)

AR R E T E

Article 1er – Pour les autres caméras, Monsieur Jean-Marc LERONDEAU est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0021**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 29 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à M. Jean-Marc LERONDEAU, 4 boulevard d'Austrasie 54000 NANCY, ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

26 boulevard Joffre 54000 NANCY.

ARRETE

Article 1er – Monsieur Gérard LAZARE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0026**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Autres (cambriolages et vandalisme).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif .

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de l'unité d'affaires Nord-Est.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 6 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à Monsieur Gérard LAZARE, et au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 27 rue de Nancy 54250 CHAMPIGNEULLES présentée par Monsieur Philippe CROSSE ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Philippe CROSSE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0031**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe CROSSE, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe CROSSE, 27 rue de Nancy 54250 CHAMPIGNEULLES. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à GORCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- Espace Coulmy et Gymnase - rue du Stade 54730 GORCY.

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Bernard Labbé est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre, le système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0034**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Maire de GORCY.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 5

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à Monsieur Bernard LABBE, et au sous-préfet de BRIEY;

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 40 rue de Verdun 54200 TOUL présentée par Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0039**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 30 mars 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- Nombre de caméras

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 30 mars 2010 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Emmanuel SOLOFRIZZO, ZI de Gondreville Fontenoy 54840 GONDREVILLE, ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 171 avenue Général Leclerc 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par le responsable de la sécurité de la banque populaire Lorraine Champagne ;

ARRETE

Article 1er – Le responsable de la sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0044**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au responsable de la sécurité de la banque populaire Lorraine Champagne ; 3 rue François de Curel BP 40124 57021 METZ CEDEX 1. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 144 boulevard LOBAU 54000 NANCY présentée par Madame Marie-Véronique TAPIN;

ARRETE

Article 1er – Madame Marie-Véronique TAPIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0045**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du correspondant sûreté.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Marie-Véronique TAPIN, 65 rue Pierre SEMARD BP 64017 54039 NANCY CEDEX. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MONCEL LES LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé centre commercial CORA - 316 rue TUILIER 54300 MONCEL LES LUNEVILLE présentée par Monsieur GAETANO PEZZA ;

AR R E T E

Article 1er –Monsieur GAETANO PEZZA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0047**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur de la sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Gaetano PEZZA, centre commercial CORA - 316 rue TULLIER 54300 MONCEL LES LUNEVILLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 418 rue de la ROMPURE 54270 CHAMPIGNEULLES présentée par Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU ;

AR R E T E

Article 1er –Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0048**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU, 65 rue Pierre SEMARD - BP 64017 54039 NANCY CEDEX. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 8 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé centre commercial CCM CORA ESSEY 54271 ESSEY LES NANCY présentée par Madame Martine WAGNER MAIRE ;

ARRETE

Article 1er – Madame Martine WAGNER MAIRE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0049**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de CM CIC SERVICES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame MARTINE WAGNER MAIRE, 5 rue ANDRE MARIE AMPERE 57070 METZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 91 AVENUE FOCH 54271 ESSEY LES NANCY présentée par Madame Martine WAGNER MAIRE ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Martine WAGNER MAIRE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0050**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de CM CIC SERVICES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Martine WAGNER MAIRE, 5 rue ANDRE MARIE AMPERE 57070 METZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 34 rue SAINT DIZIER 54000 NANCY présentée par Monsieur Gaetano PEZZA ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Gaetano PEZZA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0051**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur de la sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Gaetano PEZZA rue SAINT DIZIER 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 240 AV DE STRASBOURG 54000 NANCY présentée par Madame Martine WAGNER MAIRE ;

ARRETE

Article 1er – Madame Martine WAGNER MAIRE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0052**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de CM CIC SERVICES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Martine WAGNER MAIRE, 5 rue ANDRE MARIE AMPERE 57070 METZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CHU NANCY BRABOIS 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Madame Martine WAGNER MAIRE ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Martine WAGNER MAIRE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0053**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de CM CIC SERVICES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Martine WAGNER MAIRE, 5 rue ANDRE MARIE AMPERE 57070 METZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 1 rue Gambetta 54200 TOUL présentée par Monsieur Toussaint GEEL ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Toussaint GEEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0173**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Autres (protection stupéfiants - médicaments).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Nicole VAUTRIN, pharmacienne.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Toussaint GEEL, 1 rue Gambetta 54200 TOUL. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à AZERAILLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 4 allée René Leduc 54122 AZERAILLES présentée par Monsieur Jérôme PAYEUR ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jérôme PAYEUR est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0376**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérôme PAYEUR, 4 allée René Leduc 54122 AZERAILLES. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune et au Sous Préfet de Lunéville.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 2 rue Nerbevaux 54390 FROVILLE présentée par Monsieur Arnauld DUPRE ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Arnauld DUPRE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0382**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Arnauld DUPRE , 2 rue Nerbevaux 54390 FROUARD. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 26 rue Saint-Georges 54000 NANCY présentée par Monsieur Eric SCHNEIDER ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Eric SCHNEIDER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0385**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 11 février 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 11/02/2010 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eric SCHNEIDER, 26 rue Saint-Georges 54000 NANCY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé pharmacie HANTELLE 23 boulevard de l'Europe 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Monsieur Patrick HANTELLE ;

Considérant que la commission est non compétente pour le caméra implantée dans la réserve et celle dans la salle de préparation qui concernent des parties privatives non accessibles au public

ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Monsieur Patrick HANTELLE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0391**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques

Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques

Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et qui sera notifié à M. Patrick HANTELLE 23 boulevard de l'Europe 54500 VANDOEUVRE LES NANCY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à DAMELEVIERS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie HENN-HENRY 6 rue de Lorraine 54360 DAMELEVIERS présentée par Madame Danièle HENN ;

Considérant que la commission est non compétente pour les caméras n°3 et n°4 qui concernent des parties privatives non ouvertes au public (parking privé pour la n°4; lingerie, WC et SAS livraison pour la caméra n°3)

ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Madame Danièle HENN est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0392**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la pharmacienne-dirigeante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant de la brigade de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à Madame Danièle HENN, 6 rue de Lorraine 54360 DAMELEVIERES. ainsi qu'au Maire de la commune et au sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à POMPEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé JMFA Informatique et Loisirs 9 avenue du Général de Gaulle 54340 POMPEY présentée par Monsieur Jean-Marie DOLLINGER ;

Considérant que la commission n'est pas compétente pour la caméra n°3 qui visionne une partie privative non ouverte au public

ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Monsieur Jean-Marie DOLLINGER est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0393**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif .

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant de la brigade de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à 9 avenue du Général de Gaulle 54340 POMPEY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à GONDREVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé EURL ROZOT 2 rue du château des Princes 54840 GONDREVILLE présentée par Monsieur Frédéric ROZOT ;

Considérant que la commission est non compétente pour la caméra implantée dans la réserve, qui concerne une partie privative non ouverte au public

ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Monsieur Frédéric ROZOT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0394**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (braquage, vol à l'étalage des bonbons sur le comptoir).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif .

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du dirigeant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant la brigade de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à 2 rue du château des Princes 54840 GONDREVILLE. ainsi qu'au Maire de la commune et au sous-préfet de Toul.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Boulangerie 78 avenue de Lattre de Tassigny 54000 NANCY présentée par Monsieur Benoît JANNY ;

Considérant que la commission n'est pas compétente pour les caméras n°1 et n°2, qui concernent des parties privatives non ouvertes au public (réserve et laboratoire)

ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Monsieur Benoît JANNY est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0395**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif .

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 5 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à M. Benoît JANNY, 78 avenue de Lattre de Tassigny 54000 NANCY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL HOUEMONT ZAC de Frocourt 54180 HOUEMONT présentée par Monsieur Pascal GROLL représentant le restaurant QUICK ;

Considérant que la caméra n° 8 visionne la salle de restauration et la vie privée des consommateurs, dans une zone qui ne s'avère pas, en l'état, particulièrement exposée à des risques d'agressions ou de vols, des exemples de plaintes n'étant pas répertoriées dans la demande pour cette partie de l'établissement ;

ARRETE

Article 1er – La commission rejette la demande d'autorisation pour la caméra n° 8.

Pour les autres caméras, Monsieur Pascal GROLL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0397**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (cambriolages, vandalisme).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à M. Pascal GROLL, ZAC de Frocourt 54180 HOUEMONT. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 8 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé AMLI 50 avenue du 8 Mai 1945 54400 LONGWY présentée par Monsieur Christian DUCASSE ;

Considérant que la caméra n°3 est autorisée, sous réserve qu'elle ne visionne l'immeuble situé sur la droite, dans le prolongement de la partie de façade du foyer des personnes âgées;

ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Monsieur Christian DUCASSE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0400**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques

Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques

Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à M. Christian DUCASSE, 50 avenue du 8 Mai 1945 54400 LONGWY. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 portant règlement du budget primitif 2010 de la commune de REMEREVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il n'y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

ARRETE

Article 1^{er} – Le budget primitif de la commune de Réméréville est arrêté à la somme de 321 466 € en dépenses et 384 361 € en recettes.

Article 2 – Les dépenses de la section de fonctionnement sont fixées à 247 477 € et les recettes de la section de fonctionnement à 310 372 €. Les dépenses de la section d'investissement sont fixées à 73 989 € et les recettes de la section d'investissement sont fixées à 73 989 €. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	60 000 €	R 002 Excédent de fonctionnement reporté	78 151 €
012 Charges de personnel	65 000 €	70 Produits des services du domaine et ventes directes	25 735 €
014 Atténuation de produits		73 Impôts et taxes	100 486 €
65 Autres charges de gestion courantes	90 901 €	74 Dotations et participations	78 200 €
66 Charges financières	4 000 €	75 Autres produits	19 000 €
67 Charges exceptionnelles	4 000 €	77 Produits exceptionnels	1 000 €
022 Dépenses imprévues	3 000 €		
023 Virement à la section d'investissement	20 576 €	013 Atténuation de charges	7 800 €
Total	247 477 €	Total	310 372 €

B – SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
16 Emprunts et dettes assimilées	8 650 €	10 Dotations fonds divers, réserves (sauf 1068)	18 000 €
21 Immobilisations incorporelles	6 122 €	1068 Affectation résultat	17 387 €
23 Immobilisations incorporelles	41 830 €	13 Subventions d'investissement reçues	16 466 €
D001 Déficit d'investissement reporté	17 387 €	16 Emprunts et dettes assimilées	1 560 €
Total	73 989 €	021 Virement de la section de fonctionnement	20 576 €
		Total	73 989 €

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Rémérville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté n° 2010-1390 constatant le retrait du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein air et de loisirs de la Vallée de l'Othain

Le préfet de la Meuse,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Le retrait du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein air et de loisirs de la Vallée de l'Othain est accepté, selon les modalités prévues dans le protocole relatif à l'accompagnement du syndicat mixte annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy (place de la Carrière – C.O 20038 – 54 036 NANCY CEDEX) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à titre de notification au Président du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein air et de loisirs de la Vallée de l'Othain, aux Présidents des Conseils Généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, aux Maires des communes de Longuyon, Saint-Jean-les-Longuyon et Villers-le-Rond situées en Meurthe-et-Moselle et de Marville et Montmédy situées en Meuse, ainsi que pour information au Sous-Préfet de Verdun, au Sous-Préfet de Briey, aux Directeurs Départementaux des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, aux Directeurs Départementaux des Territoires de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Il sera, en outre, publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Bar le Duc, le 13 juillet 2010

Le préfet de la Meuse,
Eric Le DOUARON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

**PROTOCOLE RELATIF A L'ACCOMPAGNEMENT DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT
DE LA BASE DE PLEIN-AIR ET DE LOISIRS DE LA VALLEE DE L'OTHAIN**

Entre

Le département de Meurthe-et-Moselle, dénommé ci-après « département » et représenté par le président du conseil général, monsieur Michel DINET, en vertu de la délibération du 28 septembre 2009 et en vertu de la délibération du 22 mars 2010,

Et

Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Base de Loisirs et de Plein Air de la Vallée de l'Othain, dénommé ci-après « SMVO » et représenté par son président, monsieur Christian ARIES, en vertu de la délibération du 11 décembre 2009,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Lors de sa session du 28 septembre 2009, le conseil général de Meurthe-et-Moselle a délibéré pour confirmer et officialiser sa demande de retrait du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Base de Loisirs et de Plein Air de la Vallée de l'Othain au 31 décembre 2009.

Cette décision a été portée à la connaissance des membres du comité syndical lors de sa réunion du 11 décembre 2009.

Les représentants du département et du SMVO se sont donc retrouvés pour définir les modalités de sortie précisées dans le présent protocole.

IL A ETE DECIDE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent protocole vise à établir les modalités d'accompagnement du SMVO après le retrait du département au 30 juin 2010.

Article 2 : Acceptation du retrait

Le SMVO approuve le retrait du département à compter du 30 juin 2010 et prend toutes mesures et délibérations nécessaires à l'aboutissement de celui-ci en temps et heure.

Article 3 : Modalités financières du retrait du département

Afin de permettre au SMVO de préparer sa transition, le département s'engage à l'accompagner pendant 2 ans.

En matière de fonctionnement, le département versera, au titre de ses crédits centraux ou territorialisés, une subvention :

- en 2010 : de 100 % maximum du montant versé en 2009 qui était de 40 020 €,

- en 2011 : de 100 % maximum du montant versé en 2009 sous réserve des dépenses et recettes réelles réalisées en 2010 et sans prendre en compte les dépenses d'animation.

Toutefois, ces participations seront subordonnées à la production avant avril de l'année considérée des budgets prévisionnels justifiant les dépenses et recettes et des réalisations de l'année précédente et ne sauraient dépasser, en fonctionnement, 60 % de la participation des autres membres en 2010 et 60 % en 2011.

En matière d'investissement, le département confirme sa participation au Programme Prévisionnel dit PPI 2009/2010, au titre de ses crédits centraux, à raison d'une subvention :

- en 2009 : de 385 000 € sur un montant d'investissement de 577 500 € HT ;

- en 2010 : de 181 000 € sur un montant d'investissement de 271 500 € HT.

Au cas où le PPI devrait être adapté, des modifications pourraient être prise en compte après approbation par l'assemblée départementale sans qu'elles ne puissent dépasser les montants totaux prévus.

Dans la limite des enveloppes définies ci-dessus et à réception des titres de recettes correspondants, le département procèdera au versement de ses participations.

Le conseil général renonce à ses quotes-parts sur le patrimoine et les propriétés du syndicat.

Article 4 : Evolution des investissements

Pour tout nouvel investissement, le SMVO pourra déposer des demandes d'aides dans le cadre des priorités territoriales ou départementales, suivant les règlements du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 30 juin 2010, en 3 exemplaires

Le président du département
de Meurthe-et-Moselle,
Michel DINET

Le président du syndicat mixte d'aménagement
de la Base de Loisirs et de Plein Air de la Vallée de l'Othain,
Christian ARIES

Vu pour être annexé au présent arrêté n° 2010-1390 du 13 juillet 2010

Le préfet de la Meuse,
Eric Le DOUARON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 1^{er} juillet 2010 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Coopérative Agricole Lorraine d'ÉCROUVES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-001 du 13 janvier 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site Coopérative Agricole Lorraine d'Écrouves ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er - Modifications

Dans l'arrêté préfectoral 2009-001 du 13 janvier 2009 :

Les mots "direction départementale de l'équipement" sont remplacés par les mots "direction départementale des territoires".

Les mots "direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement" sont remplacés par les mots "direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement".

Le reste sans changement.

Article 2 - Prolongation du délai d'approbation

Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Coopérative agricole d'Écrouves est prorogé jusqu'au 30 novembre 2010 ;

Article 3 - Diffusion et publication

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Écrouves et Choley-Ménillot.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain".

Article 4 - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires de Écrouves et Choley-Ménillot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Nancy, le 1^{er} juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général, absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2010 portant déclassement de l'ancien commissariat de police de JOEUF

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que l'immeuble cadastré AD 517, sis 2 rue de Franchepré à JOEUF (54) est devenu inutile aux besoins des services du ministère de l'intérieur ;

Considérant que le déclassement d'un bien immobilier de l'Etat est un préalable indispensable pour assurer la parfaite validité de sa cession ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est prononcé le déclassement de l'immeuble cadastré AD 517, 2 rue de Franchepré, 54240 JOEUF.

Article 2 : Cette opération de déclassement prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à France Domaine et qui sera notifié au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales, au SGAP de Metz et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles

Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 arrêtant le budget primitif 2010 de la commune de Merviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il y a lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes, dans la mesure où la commune de Merviller, en accord avec les services de l'ONF, a décidé d'anticiper les ventes de bois de 2011, et ainsi de bénéficier en 2010 de recettes supplémentaires ;

Considérant que les dépenses de personnel peuvent être revues à la baisse en raison de la fermeture d'une classe sur la commune

ARRETE

Article 1^{er} - Les taux et produits de la fiscalité directe locale sont fixés ainsi qu'il suit :

Libellés	Bases d'imposition	Taux	Produits correspondants
Taxe d'habitation	236 400	4,23%	10 122
Taxe foncière sur les propriétés bâties	163 738	4,90%	8 266
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	25 281	15,63%	4 001
Taux relais	22 172 x 0,84	3,11%	579

Article 2 - Le budget primitif 2010 de la commune de Merviller est arrêté :

- Pour la section de fonctionnement, à la somme de 272 704 euros en dépenses et 272 704 euros en recettes ;

- Pour la section d'investissement, à la somme de 64 650 euros en dépenses et 89 059 euros en recettes.

Les dépenses et recettes des deux sections sont réparties entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Section de fonctionnement – Dépenses		
Chapitre 011	Charges à caractère général	91 350
Chapitre 012	Charges de personnel et assimilés	70 470
Compte 65	Autres charges de gestion courante	25 802
Compte 66	Charges financières	6 500
Compte 67	Charges exceptionnelles	900
Compte 002	Résultat de fonctionnement N-1	77 682
Total des dépenses de fonctionnement		272 704
Section de fonctionnement - Recettes		
Chapitre 013	Atténuation de charges	12 000
Compte 70	Produits des services du domaine	137 515
Compte 73	Impôts et taxes	37 655
Compte 74	Dotations et participations	73 691
Compte 75	Autres produits de gestion courante	5 500
Compte 76	Produits financiers	843
Compte 77	Produits exceptionnels	5 500
Total des recettes de fonctionnement		272 704
Section d'investissement - Dépenses		
Compte 16	Remboursement d'emprunts	11 000
Compte 21	Immobilisations corporelles	32 000
Compte 23	Immobilisations en cours (2315 et 2318)	3 000
	Restes à réaliser	18 650
Total des dépenses d'investissement		64 650
Section d'investissement – Recettes		
Compte 001	Résultat reporté	39 895
Compte 10	Dotations, fonds divers : FCTVA	2 786
Compte 13	Subventions d'investissement	24 386
	Restes à réaliser	21 992
Total des recettes d'investissement		89 059

Article 3 - Le sous-préfet de Lunéville, le maire de Merviller et le chef de poste de la trésorerie de Baccarat Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 2 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Extrait de l'arrêté du 29 juin 2010 portant règlement d'office du budget primitif de la commune d'ANSAUVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

AR R E T E

Article 1 : Le budget primitif pour l'année 2010 de la commune d'ANSAUVILLE est arrêté pour la section de fonctionnement à 115 280 € en dépenses et en recettes et pour la section d'investissement à 167 380 € en dépenses et 184 237 € en recettes ;

Les dépenses et recettes des deux sections sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Budget principal

Section de fonctionnement

En €

DEPENSES			RECETTES		
Chap.	Libellé		Chap.	Libellé	
11	Charges à caractère général	56 805	R 002	Excédent de fonctionnement reporté	47 231
12	Charges de personnel	19 150	70	Produits des services du domaine et ventes directes	16 230
65	Autres charges de gestion courante	37 120	73	Impôts et taxes	10 330
67	Charges exceptionnelles	200	74	Dotations et participations	29 889
22	Dépenses imprévues	2 005	75	Autres produits	11 600
	Total	115 280		Total	115 280

Section d'investissement

En €

DEPENSES				
Chap.	Libellé	Restes à réaliser	Nouvelles propositions	Total
23	Immobilisations en cours	28 780	138 600	167 380
	Total	28 780	138 600	167 380

En €

RECETTES				
Chap.	Libellé	Restes à réaliser	Nouvelles propositions	Total
R 001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-		139 692
13	Subventions d'investissement	-	40 321	40 321
16	Emprunts dettes	-	1 000	1 000
10	Dotations fonds divers et réserves	-	3 224	3 224
	Total	-	44 545	184 237

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de TOUL et le maire d'ANSAUVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, au trésorier de Thiaucourt, receveur communal, à la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 29 juin 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Extrait de l'arrêté du 5 juillet 2010 portant modification des statuts de la communauté de communes des 3 vallées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée des communes membres est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 2-2 des statuts de la communauté de communes des 3 Vallées est modifié comme suit :

Au sein du bloc de compétence « Environnement », l'intitulé « Sensibiliser et inciter au développement des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne et bois) – Etudier la mise en œuvre de parcs éoliens sur le territoire des 3 Vallées » est supprimé et remplacé par :

"Sensibiliser et inciter au développement des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne et bois) – Etudier la mise en œuvre de parcs éoliens sur le territoire des 3 Vallées par la création de zones de Développement Eolien à l'échelle intercommunale ».

Article 2 : L'article 2-2 des statuts de la communauté de communes des 3 Vallées est complété comme suit :

. Action sociale d'intérêt communautaire

Elaborer le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics ; Elaborer le diagnostic d'accessibilité des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories

. Autres compétences

La communauté de communes met en place une équipe d'agents intercommunale mutualisée en charge des services techniques. Une convention avec les communes volontaires organise et précise les modalités de mise à disposition des services techniques communautaires.

Le reste sans changement.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes des 3 Vallées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et à la directrice départementale des finances publiques.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 5 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Cellule milieu extérieur

Extrait de l'arrêté n° 631/2010/ARS/DT54 du 17 juin 2010 fixant les modalités du contrôle sanitaire des eaux de baignades aménagées en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Sans préjudice des dispositions réglementaires nationales en vigueur, les dispositions réglementaires fixées par le présent arrêté s'appliquent à toute personne publique ou privée responsable d'une eau de baignade aménagée.

Article 2 : Le contrôle sanitaire des eaux de baignade est organisé par le directeur général de l'agence régionale de santé.

Tout responsable d'une eau de baignade aménagée est tenu de faire réaliser des prélèvements et analyses de surveillance de la qualité de l'eau de baignade conformément aux dispositions réglementaires fixées par le présent arrêté et sans préjudice des dispositions réglementaires nationales en vigueur.

Les frais correspondant aux prélèvements et analyses sont à la charge du responsable de l'eau de baignade, de piscine ou de bain.

Article 3 : Le responsable d'une eau de baignade doit afficher les résultats des analyses, dès leur réception, de manière visible pour les usagers.

Article 4 : La fréquence minimale des prélèvements et des analyses est fixée dans le tableau ci-dessous. Les baignades pouvant bénéficier d'une fréquence réduite sont identifiées en début de saison par le directeur général de l'agence régionale de santé.

	Fréquence normale	Fréquence réduite
Avant la saison balnéaire	1 prélèvement dans les 10 à 20 jours avant le début de la saison balnéaire	
Pendant la saison balnéaire	1 fois tous les 15 jours	1 fois par mois
Si baignade ouverte 8 semaines ou moins dans l'année	3 prélèvements minimum pendant la saison	
Si baignade ouverte plus de 8 semaines dans l'année	4 prélèvements minimum pendant la saison	

Les prélèvements sont réalisés pendant les heures d'ouverture des baignades, sauf difficultés particulières.

Article 5 : En cas de non-respect des normes de qualité des eaux fixées par le présent arrêté, par le directeur général de l'agence régionale de santé peut exiger la réalisation de prélèvements et analyses de contrôle, dans un délai maximum de 15 jours, aux frais du responsable de l'eau de baignade, afin de s'assurer du respect de ces normes.

Afin de déterminer l'origine d'un dysfonctionnement ou de non-conformités récurrentes de l'eau de baignade, des prélèvements et analyses complémentaires au contrôle sanitaire peuvent être réalisés à la demande du directeur général de l'agence régionale de santé, aux frais du responsable de l'eau de baignade.

Dans l'attente que le responsable de la baignade fasse la preuve que les normes de qualité de l'eau sont à nouveau respectées, les autorités administratives peuvent prononcer la fermeture de la baignade dont l'eau n'a pas une qualité conforme aux normes en vigueur ou si l'exploitation ou l'entretien des installations présente un risque pour la sécurité des usagers.

Article 6 : Afin de s'assurer que les normes physiques, chimiques et microbiologiques de la qualité de l'eau de baignade sont respectées, le contrôle de l'eau mentionné à l'article 2 du présent arrêté comporte les observations, prélèvements et analyses précisés à l'annexe I du présent arrêté.

Article 7 : Les analyses du contrôle sanitaire et la surveillance des eaux de baignades aménagés sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de la santé, désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge des responsables de sites.

Article 8 : Le responsable d'une eau de baignade est tenu d'informer le directeur général de l'agence régionale de santé de la fermeture de son site de baignade dans un délai minimum de 3 jours avant la date de la fermeture.

Article 9 : Les arrêtés préfectoraux du 11 avril 1995 et du 09 juin 1997 relatifs à la surveillance de la qualité des eaux dans les piscines et les baignades aménagées sont abrogés.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets des arrondissements, le directeur de l'agence régionale de santé, les maires des communes de Meurthe-et-Moselle, les personnes responsables d'une eau de baignade aménagée sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE I Contrôles et mesures de la qualité des baignades

Paramètres à rechercher dans tous les cas

Paramètres	Unités	Lieu de détermination	Normes impératives (NI) ou guide (NG) de qualité
Paramètres bactériologiques			
1. Escherichia coli	Nombre de colonies pour 100 mL	Laboratoire	NI : Valeur inférieure à 2 000 NG : Valeur inférieure à 100
2. Entérocoques intestinaux	Nombre de colonies pour 100 mL	Laboratoire	NG : Valeur inférieure à 100
Paramètres physico-chimiques			
4. Transparence de l'eau	m	Terrain	NI : Valeur supérieure ou égale à 1 NG : Valeur supérieure ou égale à 2
5. Coloration	qualitatif	Terrain	Pas de changement anormal de la couleur
6. Huiles minérales	qualitatif	Terrain	Pas de film visible à la surface de l'eau et absence d'odeur
7. Substances tensio-actives réagissant au bleu de méthylène (lauryl-sulfate)	qualitatif	Terrain	Pas de mousse persistante
8. Phénols (indices phénols)	qualitatif	Terrain	Aucune odeur spécifique
9. Résidus goudronneux et matières flottantes telles que bois, plastiques, bouteilles, récipients en verre, en plastique, en caoutchouc ou toute autre matière. Débris et éclats.	qualitatif	Terrain	Absence
10. pH	Unité pH	Terrain	Valeur comprise entre 6 et 9 incluses
Paramètres descriptifs			
11. Fréquentation	qualitatif	Terrain	de 0 (faible) à 3 (importante)
12. Température de l'eau	°C	Terrain	
13. Température de l'air	°C	Terrain	
14. Heure de prélèvement	H	Terrain	
15. Conditions météorologiques	qualitatif	Terrain	Ensoleillement, vent, couverture nuageuse, pluie

*Cellule habitat santé***Extrait de l'arrêté n° 632/2010/ARS/DT54 du 17 juin 2010 fixant les modalités du contrôle de l'hygiène et de la qualité des eaux des piscines**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté est applicable à toute personne publique ou privée qui possède ou exploite un ou plusieurs bains artificiels (piscine, spa...) visés à l'article D.1332-1 du code de la santé publique, utilisés pour les activités de bain ou de natation, ouverts au public et donc non réservés à l'usage personnel d'une famille.

Les copropriétés, résidences et établissements d'hébergement qui disposent de piscines individuelles privées mises à disposition du public dans le cadre de location saisonnières sont assujettis à cet arrêté.

Les piscines thermales et les piscines des établissements de santé autorisés à dispenser des soins de suite et de réadaptation, d'usage exclusivement médical, ne sont pas concernées par cet arrêté.

Article 2 : Le contrôle sanitaire des piscines est effectué à la diligence de l'agence régionale de santé de Lorraine. Il comprend le contrôle analytique de la qualité de l'eau (dont le contenu est fixé en annexe) et le contrôle des règles d'hygiène et de fonctionnement.

Le directeur général de l'agence régionale de santé peut modifier le programme du contrôle sanitaire par l'ajout de nouveaux paramètres.

Article 3 : La fréquence minimum de contrôle analytique de la qualité des eaux des piscines et des bains bouillonnants pendant la période d'ouverture au public est mensuelle.

Cette fréquence peut-être augmentée par le directeur général de l'agence régionale de santé, en fonction de la fréquentation des bassins et/ou d'anomalies constatées.

S'agissant des établissements de plein air dont la fréquentation maximale instantanée est supérieure à 300, la fréquence des analyses est portée à 2 fois par mois minimum pendant la période d'ouverture.

Article 4 : En cas de non respect des normes définies par la réglementation et présentées à l'annexe 1 du présent arrêté, ou en cas d'incident susceptible d'altérer la qualité de l'eau des bassins, une nouvelle analyse est effectuée dans les plus brefs délais.

Article 5 : Le responsable de l'établissement doit soumettre ses installations au contrôle sanitaire et s'assurer de leur conformité.

Article 6 : Les analyses du contrôle sanitaire et de la surveillance des eaux de piscines sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de la santé, désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge des responsables des établissements.

Article 7 : La personne responsable de la piscine est tenue d'avertir l'agence régionale de santé à chaque ouverture ou fermeture de toute ou partie de son établissement au moins dix jours à l'avance, et de toute modification de son installation ou des modalités de traitement de l'eau des bassins au moins un mois à l'avance.

Article 8 : Les produits et procédés de traitement utilisés doivent être autorisés par le ministère de la santé.

Article 9 : Toute piscine ou bain bouillonnant non alimenté par le réseau public de distribution d'eau de consommation doit être autorisé par arrêté préfectoral, fixant notamment la fréquence et le contenu des analyses du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau d'alimentation.

Article 10 : L'utilisation de tout ou partie de la piscine peut être interdite par les autorités administratives lorsque les normes en vigueur ne sont pas respectées, ou lorsque les conditions d'exploitation ou d'entretien des installations entraînent un danger pour la santé des usagers.

La levée totale ou partielle de ces mesures ne peut intervenir qu'après avis du directeur général de l'agence régionale de santé. En cas d'anomalies sévères ou répétées, et conformément à l'article D.1332-15 du code de la santé publique, un bassin peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral de fermeture administrative. La réouverture sera autorisée par arrêté.

Article 11 : Les résultats des analyses de la surveillance et du contrôle sanitaire doivent être affichés dans l'établissement en un lieu accessible pour faciliter la consultation par le public.

Article 12 : Chaque établissement est doté d'un carnet sanitaire dans lequel le responsable consigne quotidiennement les données de son autocontrôle :

- pH, température, transparence, fréquentation, teneur en désinfectant relevés au moins deux fois par jour
- relevés des compteurs d'eau, observations techniques et/ou anomalies (1 fois par jour)
- pour les bassins concernés, la teneur en acide isocyanurique (stabilisant) doit être relevée deux fois par semaine.

Article 13 : En cas d'utilisation de procédés de déchloration mettant en œuvre des rayonnements UV le responsable de la piscine devra, en complément du contrôle sanitaire mentionné à l'article 6 du présent arrêté, respecter les conditions suivantes de fonctionnement :

- maintenir ou augmenter le renouvellement de l'air ;
- maintenir les apports d'eau neuve dans les bassins concernés ;
- dans l'eau de chacun des bassins concernés, faire réaliser par un laboratoire qualifié des prélèvements et analyses mensuelles de carbone organique total (COT), de chlorures et de TriHaloMéthanes (THM). La valeur de 100 µg/L en THM dans l'eau des bassins définie par l'Organisation Mondiale de la Santé devra être respectée. ;
- dans l'air de la piscine, faire réaliser, deux fois par an, par un laboratoire qualifié des prélèvements et analyses du trichlorure d'azote et des THM.

Article 14 : La personne responsable de la piscine devra prendre toutes dispositions visant à prévenir et à gérer les risques liés aux légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution de l'eau chaude sanitaire.

Article 15 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 16 : Les arrêtés préfectoraux en date des 11 avril 1995 et 9 juin 1997 relatifs à la surveillance et à la qualité des eaux dans les piscines et les baignades aménagées sont abrogés.

Article 17 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets du département de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, les maires de Meurthe-et-Moselle, les personnes responsables d'une piscine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE Contrôle analytique de la qualité de l'eau des piscines

Paramètres Bactériologiques

Paramètre	Norme	Analyse
Bactéries aérobies revivifiables à 37°C	<100 /ml	En laboratoire
Coliformes totaux	<10 /100ml	En laboratoire
Coliformes fécaux (E. Coli)	0 /100ml	En laboratoire
Staphylocoques pathogènes	0 /100ml dans 90% des échantillons	En laboratoire
Pseudomonas aeruginosa (dans l'eau des bains bouillonnants)	< 1 UFC /100ml norme NF EN ISO 16266	En laboratoire
Pseudomonas aeruginosa (dans les bassins désinfectés au PHMB)	0 UFC/100ml dans 90% des échantillons	En laboratoire
Legionella pneumophila (dans l'eau des bains bouillonnants)	<250 UFC / l norme NF T90-431	En laboratoire
Micro-organismes aérobies revivifiables à 22 °C-44 heures (dans les bassins désinfectés au PHMB)		En laboratoire

Paramètres terrain et physico-chimiques

Paramètre	Norme	Analyse
Fréquentation		Evaluation in situ
Température de l'eau		In situ
Transparence		In situ
pH	* Désinfection chlore ou ozone : Valeur comprise entre 6.9 et 8.2 inclus * Désinfection Brome : Valeur comprise entre 7.5 et 8.2 inclus * Désinfection PHMB Valeur comprise entre 6.9 et 8 inclus	In situ
Conductivité		En laboratoire
Oxydabilité au KMnO4	<= 4 mg/	En laboratoire
Désinfection Chlore sans stabilisant	Chlore total Chlore libre actif Chlore combiné Chlorures	- In situ In situ In situ En laboratoire
Désinfection Chlore avec stabilisant	Chlore total Chlore disponible Chlore combiné Chlorures Acide isocyanurique	- In situ Compris entre 2 et 4 mg/l In situ In situ En laboratoire In situ
Désinfection Brome	Brome Bromures	Compris entre 1 et 2 mg/l In situ En laboratoire
Désinfection Ozone	Ozone arrivée bassin Ozone entre le point d'injection et le dispositif de désazotation	= 0mg/L In situ In situ In situ
Désinfection PHMB	PHMB (dosage photomètre 4 fois par an) Ammonium (par colorimétrie ou distillation)	Compris entre 20 et 35 mg/L inclus In situ En laboratoire

Service établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 66/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 253 865 € soit :

- 1) 1 252 059 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 066 255 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 25 002 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 853 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 159 949 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 1 806 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 87/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 715 627 € soit :

- 1) 2 709 272 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 407 440 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 117 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 9 807 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 291 425 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 483 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 755 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 5 600 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 88/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 820 841 € soit :

- 1) 1 734 028 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 570 769 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 23 519 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 496 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 134 548 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 696 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 42 684 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 44 129 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 89/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 451 893 € soit :

451 893 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
368 810 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
16 774 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
66 156 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
153 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 90/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 279 380 € soit :

279 380 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
276 941 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
2 439 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 91/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 51 243 € soit :

51 243 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
51 243 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 92/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 819 787 € soit :

1) 2 720 965 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 405 591 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
38 816 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
9 722 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
263 299 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 537 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 63 454 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 35 368 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 93/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 304 421 € soit :

- 1) 303 604 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 188 478 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 114 417 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
 - 709 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 2) 817 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 94/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 25 731 406 € soit :

- 1) 22 922 820 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 20 666 871 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 137 638 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 10 627 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 2 068 434 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 25 823 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 13 427 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 2 044 233 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 764 353 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 95/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 529 135 € soit :

- 1) 3 098 653 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 929 317 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 165 739 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 597 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 427 771 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 2 711 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 96/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 50 017 € soit :

- 50 017 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 50 017 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 97/2010 du 23 juin 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 642 686 € soit :

1) 4 243 864 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

3 870 085 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

29 327 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

344 452 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 18 521 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 380 301 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 102/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 665

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 204 681 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 103/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 780

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)900 373 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 104/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 008 364

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 114 606 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 105/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 008 737

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)882 054 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 106/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 578

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 901 568 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 107/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 586

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 651 850€

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 108/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 012 747

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 263 274 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 109/2010 du 2 juillet 2010 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 459

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2010 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)3 320 970 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Service produits de la santé et de la biologie**Extrait de l'arrêté N° 2010-118 du 25 juin 2010 relatif à la modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur des hôpitaux de Brabois à VANDOEUVRE-LES-NANCY – CHU NANCY**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée le 24 décembre 2009 par Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, en vue d'obtenir une autorisation de modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy ;

CONSIDERANT l'absence d'avis du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens consulté le 11 janvier 2010 ;

CONSIDERANT le rapport d'enquête favorable des Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique suite à la demande de modification des locaux ;

AR R E T E

Article 1 : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy est autorisée à fonctionner dans les locaux modifiés ;

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois est autorisée à exercer les activités suivantes prévues à l'article R. 5126-9 du CSP :

- Sur le site Brabois Adultes :

Rétrocession ;

Stérilisation des DM ;

Préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales.

- Sur le site Brabois Enfants :

Rétrocession ;

Préparations hospitalières ;

Délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales ;

Préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales.

Article 3 : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois est autorisée à assurer l'approvisionnement en médicaments et en DM des patients des services :

- Des Hôpitaux de Brabois Adultes et de Brabois Enfants (879 lits) ;

- De l'Unité Hospitalière Sécurisée Interrégionale ;

- De l'association ALTIR (antenne néphrologie) ;

- De l'Hôpital Saint Julien, rue Foller à Nancy ;

- De l'USLD Saint Stanislas, 9 rue des Fabriques à Nancy ;

- De l'Unité Fonctionnelle d'Odontologie Heydenreich à Nancy ;

- Du Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville ;

- Des Hôpitaux Maringer-Villemin-Fournier (MVF), quai de la bataille à Nancy jusqu'à sa fermeture définitive ;

- De l'Hôpital Jeanne d'Arc à Dommartin-lès-Toul jusqu'à sa fermeture.

Article 4 : Les moyens en personnel, les conditions d'installation et de fonctionnement devront permettre le respect des dispositions du Code de la Santé Publique, de l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux « Bonnes Pratiques de la Pharmacie Hospitalière » (BPPH) ainsi que celles relatives aux « Bonnes Pratiques de Préparation ».

Article 5 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 7 : Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 juin 2010

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**Extrait de l'arrêté autorisant la capture temporaire et le relâcher de spécimens d'espèces animales protégées en date du 1^{er} juillet 2010 (Sonneur à ventre jaune)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est M. LE FLOC'H Matthieu : étudiant en MASTER 2 « Gestion des Habitats et des BASSINS Versants »

Article 2 : Nature de la dérogation

Pour la réalisation d'inventaires, de suivi de population et d'étude parasitologique, le bénéficiaire identifié à l'article 1^{er} est autorisé à capturer et à relâcher sur place des spécimens de Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*).

Le nombre total autorisé de capture ou de recapture dans le département de Meurthe-Moselle est de 1200 dont :

- 1 000 sur les communes de Xeuilley et Pierreville pour M. LE FLOC'H Matthieu ;
- 200 sur les communes de Trésauvaux et les Eparges pour M. BASTIEN Pierre-Emmanuel.

Article 3 : Conditions de la dérogation

Les animaux capturés vivants à l'épuisette seront relâchés sur place dans les meilleurs délais après les manipulations prévues dans le protocole scientifique.

Compte tenu des problèmes liés aux batrachochytrides, les protections sanitaires nécessaires à la manipulation des spécimens seront prises et les bénéficiaires auront suivi une formation adéquate.

Article 4 : Rendu

M. BONNAIRE transmettra un rapport d'activité à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine.

Article 5 : Délais

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2010.

Article 6 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY.

Article 7 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. BONNAIRE Eric ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :
 - * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
 - * Monsieur le Directeur territorial de l'Office National des Forêts,
 - * Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
 - * Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
 - * Monsieur le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
 - * Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
 - * Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional,
Par subdélégation, le chef du service ressources et milieux naturels,
Marie-Laure MÉTAYER

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Extrait de la décision d'agrément n° 10.16.271.003.1 du 14 avril 2010 concernant la société EUROMASTER à LUDRES (54)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1 : La société EUROMASTER France sise 180 Avenue de l'Europe – 38330 MONTBONNOT est agréée pour effectuer, dans ses ateliers sis 422, rue Pierre et Marie Curie – 54710 LUDRES, les opérations d'installation et de vérification périodique de chronotachygraphes analogiques.

Article 2 : La marque d'identification que l'organisme doit apposer sur les dispositifs de scellements de l'installation est la marque AX54 attribuée par la décision n° 10.16.110.001.1 du 14 avril 2010.

Article 3 : L'agrément prononcé est valable pour une durée de deux ans à compter de la date de la présente décision. Il est renouvelable par tacite reconduction. Il est susceptible d'être suspendu ou retiré, à tout moment, conformément aux textes en vigueur, en cas de manquement du titulaire à ses obligations.

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de division,
Catherine LAGNEAU

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté n° 01/2010 du 8 juillet 2010 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

- VU le code du travail ;
- VU le code de commerce ;
- VU le code de la consommation ;
- VU le code du tourisme ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
- VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
- VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- VU le décret du 21 juin 2007 nommant M. Bernard NIQUET, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense-est, Préfet de la Moselle ;
- VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2010-95 en date du 22 mars 2010 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 10.BI.32 du 25 mai 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 1^{er} juin 2010 nommant M. Patrick VET, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Patrick VET, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé n° 10.BI.32 du 25 mai 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Patrick VET, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle
- imputabilité des accidents du travail au service
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C

Article 3 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
- 2) aux Ministres
- 3) aux Parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional
- 5) au Président du Conseil Général

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick VET, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian ESTIENNE, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature en date du 27 juillet 2009 du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 6 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2010

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 05/2010 du 8 juillet 2010 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU le décret du 21 juin 2007 nommant M. Bernard NIQUET, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense-est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-179 en date du 23 juin 2010 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.06 du 01 juin 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} juin 2010 nommant M. Patrick VET, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Patrick VET, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.06 du

01 juin 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick VET, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian ESTIENNE, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature en date du 27 juillet 2009 du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 8 juillet 2010

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Extrait de l'arrêté de cessibilité n° 08 DDT 10 ADUR/AJ du 22 juin 2010 - Commune de VILLE EN VERMOIS - Aménagement de la ZAC Moussières/Corvée Moutarde

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation de la zone d'aménagement concertée Moussières/Corvée Moutarde ;

ARRETE

Article 1er – Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune de VILLE EN VERMOIS.

Article 2 – A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 – Une notification individuelle du présent arrêté aux propriétaires sera faite par la commune de VILLE EN VERMOIS.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS
- Monsieur le directeur départemental des territoires.

Nancy, le 22 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif de Nancy d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté de cessibilité rectificatif n° 11 DDT 10 ADUR/AJ du 30 juin 2010 - Commune de VILLE EN VERMOIS - Aménagement de la ZAC Moussières/Corvée Moutarde

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'article 3 de l'arrêté du 22 juin 2010 comporte une erreur matérielle ;

ARRETE

Article 1er -L'article 3 de l'arrêté du 22 juin 2010 est rectifié comme suit : notification individuelle du présent arrêté sera faite aux intéressés par le maire de VILLE EN VERMOIS.

Article 2 - mention de cet arrêté rectificatif sera faite au recueil des actes administratifs du département.

Une copie du présent arrêté rectificatif sera adressée à :

- Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS
- Monsieur le directeur départemental des territoires.

Nancy, le 30 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Délais et voies de recours

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 240 du 26 juin 2010 dans le département de Meurthe-et-Moselle - campagne 2010-2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 26 septembre 2010 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 février 2011 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 26 septembre 2010 à 08 heures au 28 février 2011 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2010 au 31 mars 2011.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2010 au 15 janvier 2011.

Article 2 - Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf	01.09.2010	28.02.2011	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.09.10 au 25.09.10 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 26.09.10 au 22.10.10 : tir du cerf (CEM1 et CEM2), tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût. - Du 23.10.10 au 28.02.11 : <ul style="list-style-type: none"> * à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, * en battue : cf. article 3
Chevreuil Mâle Femelle	01.06.2010 26.09.2010	28.02.2011 28.02.2011	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.10 au 25.09.10 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 26.09.10 au 28.02.11 : <ul style="list-style-type: none"> * Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, * Tir en battue : cf. article 3
Sanglier	01.06.2010	28.02.2011	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.10 au 14.08.10 : <ul style="list-style-type: none"> * Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; - Du 15.08.10 au 25.09.10 : <ul style="list-style-type: none"> * Tir à l'approche et à l'affût, * Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie. - Du 26.09.10 au 28.02.11 : <ul style="list-style-type: none"> * Tir à l'approche et à l'affût * Tir en battue : cf. article 3
Faisan	26.09.2010	01.01.2011	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse du faisan : <ul style="list-style-type: none"> * interdite sur certaines communes (cf. article 4) * secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus * sans formalité particulière sur le reste du département.
Lièvre	16.10.2010 16.10.2010	21.11.2010 24.10.2010	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse du lièvre : <ul style="list-style-type: none"> * secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus * hors plan de chasse : <ul style="list-style-type: none"> . interdite sur certaines communes (cf. article 4) . sans formalité particulière sur le reste du département.
Perdrix	26.09.2010	17.10.2010	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse de la perdrix : <ul style="list-style-type: none"> * interdite sur certaines communes (cf. article 4) * secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus * sans formalité particulière sur le reste du département.
Lapin de garenne	26.09.2010	31.01.2011	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.10 au 14.08.10 : <ul style="list-style-type: none"> * Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;

Renard	01.06.2010	28.02.2011	- Du 15.08.10 au 25.09.10 : * Tir à l'approche et à l'affût, * Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier. - Du 26.09.10 au 28.02.11 : * Tir à l'approche et à l'affût * Tir en battue : cf. article 3.
Blaireau Belette Hermine Putois Martre)) (26.09.2010))	15.01.2011	

Article 3 - En ce qui concerne les battues :

- du 15.08.10 au 25.09.10 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance à la fédération départementale des chasseurs et en mairie pour affichage,
- à compter du 26 septembre, les battues sont autorisées 40 jours au plus par saison de chasse, précisés sur un calendrier déposé avant le 15 Septembre (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) par chaque détenteur de droit de chasse auprès de la F.D.C, pour insertion dans son site Internet, faute de quoi les jours de chasse autorisés sont les samedis, dimanches et jours fériés.

L'envoi simultané d'un double du calendrier en mairie pour affichage, par le détenteur du droit de chasse, est obligatoire avec mention des coordonnées du responsable de la chasse.

Une fois le calendrier déposé, seules trois dates au plus pourront faire l'objet de modifications. La demande de modification devra être adressée au moins dix jours avant la date, à la F.D.C. et à la mairie concernée.

Article 4 - La chasse des espèces suivantes est interdite sur les communes listées au présent article, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :

- Faisan sur les communes de :

Allamps	Domèvre-sur-Vezouze	Nonhigny	Vandelainville
Ancerville	Domgermain	Onville	Vannes-le-Châtel
Arnaville	Dommartin-la-Chaussée	Pagny-sur-Moselle	Veney
Baccarat	Fenneviller	Parux	Verdenal
Badonviller	Frémonville	Petitmont	Villecey-sur-Mad
Bagneux (partie à l'ouest de l'A31)	Gogney	Pexonne	Waville
Barbas	Halloville	Prény	
Barisey-la-Côte	Harbouey	Rembercourt-sur-Mad	
Bayonville-sur Mad	Herbéviller	Saint-Julien-lès-Grze	
Bertrambois	Merviller	Saint-Maurice-aux-Forges	
Bertrichamps	Mignéville	Sainte-Pôle	
Blâmont	Mont-le-Vignoble	Saulxures-lès-Vannes	
Blénod-lès-Toul	Montigny	Tanconville	
Bulligny	Montreux	Vacqueville	
Charey	Moutrot (partie à l'ouest de l'A31)		
Charmes-la-Côte	Neufmaisons		
Cholloy-Ménillot	Neuviller-lès-Badonviller		
Cirey-sur-vezouze			
Crézilles (partie à l'ouest de l'A31)			
Dampvitoux			

Ecrouves (partie au sud du canal de la Marne au Rhin)

Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

Toul (partie au sud du canal de la Marne au Rhin)

- Perdrix grise sur les communes de :

Arnaville	Domgermain	Pagny-sur-Moselle	Vandelainville
Bayonville-sur Mad	Dommartin-la-Chaussée	Pannes	Villecey-sur Mad
Bouillonville	Essey-et-Maizerais	Prény	Waville
Charey	Euvezin	Rembercourt-sur-Mad	Xammes
Charmes-la-Côte	Jaulny	Saint-Baussant	
Cholloy-Ménillot	Mont-le-Vignoble	Saint-Julien-lès-Gorze	
Dampvitoux	Onville	Thiaucourt-Regnéville	

Ecrouves (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

Toul (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

- Lièvre sur les communes de : NEANT
- Gélinotte sur toutes les communes du département.

Article 5 - La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,

- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué,
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, mesdames et messieurs les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,
- membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 26 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 26 juin 2010
Rappels

• **Sécurité :**

Il est fait obligation de signaler les battues, par apposition de panneaux comportant la mention « chasse en cours », sur les principaux chemins et voies desservant les zones où l'action de chasse est en cours. Cette mise en place est faite, sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur de chasse avant le début d'une action de chasse au grand gibier sous forme de battue. Les panneaux devront être retirés dès l'action de chasse terminée.

• **Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs :**

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

• **Sont interdits :**

- le tir du coq et de la poule de bruyère ;
- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs ;
- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement.

• **Sont prohibés :**

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'environnement).

• **Divers :**

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.T. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du Code de l'Environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'union nationale pour l'utilisation de chiens de rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'union des fédérations régionales des associations colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 Lille cedex).

Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 Paris).

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 244 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-JEAN LES LONGUYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3078

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur STREIT Philippe est autorisé à exploiter 6,72 ha (SAINT-JEAN LES LONGUYON parcelles ZB 002-003 - ZC 0065-0066-0067-0068) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur STREIT Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur STREIT Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JEAN LES LONGUYON pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 245 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ARRACOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3076 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Madame JULLY Sylvie est autorisée à exploiter 108,80 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame JULLY Sylvie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame JULLY Sylvie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ARRACOURT pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 246 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ARRAYE ET HAN - LEYR -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 3036 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES GLYCINES, composé de Monsieur, Madame LAMBERT Jean Marc et Monique, est autorisé à exploiter 44,00 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES GLYCINES (Monsieur, Madame LAMBERT Jean Marc et Monique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame LAMBERT Jean Marc et Monique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ARRAYE ET HAN et LEYR pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 247 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES
- Demande d'autorisation d'exploiter n° 2995 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE LA PLANTE VERTE, composé de Monsieur, Madame GENIN Jean-Luc et Laure, est autorisé à exploiter 9,02 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA PLANTE VERTE (Monsieur, Madame GENIN Jean-Luc et Laure).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame GENIN Jean-Luc et Laure, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 248 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VITRIMONT - Demande
d'autorisation d'exploiter n° 3046 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que Madame MONIN Vanessa souhaite toujours exploiter ces terrains, et que l'autorisation en application de l'article L 331-4 du code rural est périmée si le fonds n'a pas été mis en culture avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de sa notification.

DECIDE

Article 1er : Monsieur MONIN Sylvain n'est pas autorisé à exploiter 11,78 ha objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MONIN Sylvain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MONIN Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 249 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLEY LE SEC -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 3034 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'EARL de la CHAMBOLENE, composé de Messieurs COLIN Michel et Thomas, est autorisé à exploiter 4,38 ha (VILLEY LE SEC parcelle ZA 00021) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la CHAMBOLENE (Messieurs COLIN Michel et Thomas).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs COLIN Michel et Thomas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY LE SEC pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 250 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARBONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3059 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE LA MIRABELLE, composé de Messieurs DANIEL Philippe et SIMONIN Olivier, est autorisé à exploiter 17,62 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA MIRABELLE (Messieurs DANIEL Philippe et SIMONIN Olivier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DANIEL Philippe et SIMONIN Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARBONVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 251 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ORMES & VILLE - FLAVIGNY SUR MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3063 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur BLANQUIN Benoît est autorisé à exploiter 121,72 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BLANQUIN Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BLANQUIN Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ORMES & VILLE et FLAVIGNY SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 252 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JAULNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3056 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur DIDEROTTO Arthur est autorisé à exploiter 9 ha (JAULNY parcelles ZB 180 - ZI 06) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DIDEROTTO Arthur.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur DIDEROTTO Arthur, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JAULNY pour affichage.

FLAVIGNY SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 253 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT – BEZANGE LA PETITE (57) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3061 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DES THUYAS, composé de Messieurs VINCENT Jean-Paul et Simon, est autorisé à exploiter 13,84 ha (COINCOURT parcelle ZM 0003 – BEZANGE LA PETITE parcelles 06 0003 - 07 011) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES THUYAS (Messieurs VINCENT Jean-Paul et Simon).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs VINCENT Jean-Paul et Simon, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COINCOURT et BEZANGE LA PETITE (57) pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 254 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY AUX BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3060 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU BREUIL, composé de Monsieur NOEL Guy, est autorisé à exploiter 7,06 ha (SAINT-REMY AUX BOIS parcelles T 0018 - X 0027b/c-0027a-0029a-0029b - Y 0038a/b-0049-0058-0064 - Z 0040a/b) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU BREUIL (Monsieur NOEL Guy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur NOEL Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-REMY AUX BOIS pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 255 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JAULNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3052 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE LA PALISSADE, composé de Monsieur AUBRIOT Jean-Luc, est autorisé à exploiter 28,50 ha (JAULNY parcelle ZK 9) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA PALISSADE (Monsieur AUBRIOT Jean-Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur AUBRIOT Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JAULNY pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 256 du 28 juin 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JAULNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3067 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : Monsieur MOYEN Michel est autorisé à exploiter 9 ha (JAULNY parcelle ZI 06) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOYEN Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MOYEN Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JAULNY pour affichage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 257 du 28 juin 2010 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à VITREY - DOLCOURT - LALOEUF - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3054 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de M. FIDEL Robert à VITREY - DOLCOURT et LALOEUF, CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Article 1er : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL DU METAY, composé de Monsieur JACQUET Geoffrey et Mme FIDEL Marie-Luce, portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par M. FIDEL Robert à VITREY - DOLCOURT et LALOEUF.

Article 2 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 259 du 9 juillet 2010 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de BOUXIERES AUX CHENES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de BOUXIERES AUX CHENES dans sa séance du 20 mai 2010 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 août 2010

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 01 septembre 2010

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15 octobre 2010

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en tournesol : dès l'enlèvement des récoltes et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en herbes : au plus tard le 01 décembre 2010

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 20 décembre 2010, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Jachères : le 01 septembre 2010

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 15 mars 2011 enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre 40 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 15 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour l'acacia ; diamètre de 25 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour toutes autres essences.

Jardins potagers et chenevières : au plus tard le 01 janvier 2011

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 15 mars 2011.

Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Il est rappelé qu'il est interdit de déplacer ou d'arracher les bornes destinées à identifier les nouvelles parcelles.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de BOUXIERES AUX CHENES, Monsieur le Maire d'AMANCE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur départemental des territoires ; à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 9 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 260 du 9 juillet 2010 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de GELACOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT dans sa séance du 25/06/2010 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 août 2010

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 septembre 2010

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15 octobre 2010

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en tournesol : dès l'enlèvement des récoltes et au plus tard le 15 octobre 2010

Terres en herbes : au plus tard le 1er novembre 2010

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 08 novembre 2010, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Jachères : le 1^{er} novembre 2010

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 01 avril 2011 enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre 40 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 20 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour toutes autres essences.

Jardins potagers et chenevières : au plus tard le 15 novembre 2010

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

La récolte des fruitiers (y compris noix) se fera au plus tard : 01 novembre 2010

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 01 avril 2011

Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de GELACOURT, Monsieur le Maire de BROUVILLE, Madame le Maire d'AZERAILLES, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur départemental des territoires ; à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 9 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 261 du 9 juillet 2010 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de PRENY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de PRENY dans sa séance du 18/06/2010 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 août 2010

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 septembre 2010

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15 octobre 2010

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en tournesol : dès l'enlèvement des récoltes et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en herbes : au plus tard le 1er novembre 2010

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 15 novembre 2010, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Jachères : le 1er novembre 2010

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 15 décembre 2010 enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre 40 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 20 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour toutes autres essences.

Jardins potagers et chenevières : au plus tard le 15 novembre 2010

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 15 décembre 2010.

Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de PRENY, Madame le Maire de PAGNY SUR MOSELLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur départemental des territoires ; à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 9 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 19 juillet 2010

Le directeur départemental de la cohésion sociale,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;
VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant Monsieur Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;
VU les arrêtés interministériels des 23 mars 1994 et 7 janvier 2003, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 28 janvier 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.07 du 28 juin 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté de subdélégation de signature du 28 janvier 2010 est abrogé.

Article 2 : Délégation est donnée à :

- M. BOIFFIN Pierre-Yves, Directeur Adjoint
- M. REB Christophe, Attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- M. FERRE Olivier, Inspecteur de la jeunesse et des sports
- M. NEGRO Yann, Attaché Principal de préfecture

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 109 "Aide à l'accès au logement"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales"
- Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"
- Programme 137 "Egalité entre les hommes et les femmes"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"
- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
- Programme 183 "Protection maladie"
- Programme 210 "Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
- Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
- Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire"
- Programme 219 "Sport"
- Programme 307 "Administration territoriale"

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de M ou Mme l'administrateur général des finances publiques, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Mme. l'administrateur général des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et M. l'administrateur général des finances publiques de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Article 5 : M. le Directeur Départemental de la cohésion sociale, M. BOIFFIN Pierre-Yves, M. REB Christophe, M. FERRE Olivier, M. NEGRO Yann, Mme l'administrateur général des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, M. l'administrateur général des finances publiques de Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Le directeur départemental de la cohésion sociale,
Daniel BOUFFIER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Arrêté n° 10-1378 du 28 juin 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. le Colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU les articles L 1424-24 et suivants et R 1424-24 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU la Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION en qualité de Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté ministériel conjoint en date du 28 mai 2009 portant nomination, par voie de mutation, du Colonel Jean-Philippe VENNIN dans l'emploi de Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle, avec effet au 6 juillet 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 1998,

VU l'arrêté conjoint ministériel du 17 février 2004 portant nomination du Lieutenant-Colonel Jean-Jacques HORB au grade de Colonel, avec effet au 1^{er} décembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.79 en date du 8 juillet 2009 portant délégation de signature au Colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.79 en date du 8 juillet 2009 accordant délégation de signature au Colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à :

- Colonel Jean Jacques HORB, directeur départemental adjoint.

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle,
Colonel Jean-Philippe VENNIN

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31293 du 8 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOMBLAINE

Par arrêté préfectoral n° 31293 en date du 8 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseaux quartier Jartom secteur Diderot, sur la commune de TOMBLAINE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34858 du 8 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FLEVILLE-LIXIERES

Par arrêté préfectoral n° 34858 en date du 8 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement gros producteur photovoltaïque, SAS Brodier Energie, 6 rue des Ecoles, sur la commune de FLEVILLE-LIXIERES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 39551 du 8 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'ARRACOURT

Par arrêté préfectoral n° 39551 en date du 8 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement producteur photovoltaïque M. JEANPIERRE V. 3 ferme de Riouville, sur la commune d'ARRACOURT.

AUTRES SERVICES**CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**

Extrait de la décision n° 10-03 du 28 juin 2010 relative à la Mission d'Audit d'Evaluation et de Contrôle des Organismes de Protection Sociale Agricole (MAECOPSA)

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Article 1^{er} : Il est créé dans les caisses de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel ayant pour finalité de mettre à disposition de la Mission Nationale de Contrôle des Organismes de MSA (MAECOPSA), par voie électronique, non seulement les décisions prises par les conseils d'administration, les comités d'action sanitaire et sociale, les commissions de recours amiables des organismes de Mutualité Sociale Agricole, en vue d'assurer le contrôle de légalité de ces décisions mais également les accords collectifs ou l'agrément des agents de direction des organismes de MSA.

L'objectif du traitement est ainsi de substituer à une transmission des documents sous forme papier, une transmission de documents électroniques en lien avec la suppression des directions régionales, jusque là en charge du contrôle de légalité des décisions des caisses de MSA.

Ce traitement est mis en œuvre par les référents MAECOPSA des organismes de Mutualité Sociale Agricole, les référents MAECOPSA de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole et les référents MAECOPSA de la Tutelle.

Les données sont conservées sur support informatique pendant 3 ans.

Article 2 : Les documents ou informations (procès verbaux de réunions, notes ou fiches de présentation des dossiers aux différentes instances délibérantes des caisses de MSA) transmis dans le cadre du traitement, à la MAECOPSA qui exerce un contrôle de légalité sur les décisions prises par les caisses de MSA, peuvent comporter des informations à caractère personnel relatives aux assurés de la MSA faisant état de leur identité, de leur situation familiale, de leur situation sociale, de leurs revenus.

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- Le service documentation de la CCMSA ;
- La MAECOPSA.

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Les informations objet du présent traitement, étant transmises dans le cadre du contrôle de légalité prévu par la loi pour les organismes de MSA, le droit d'opposition ne s'applique pas.

Article 5 : En vertu de l'article 3 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole, responsables du traitement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 28 juin 2010

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 5 juillet 2010

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 13 juillet 2010 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

Vu le décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié portant statut particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière et notamment ses articles 13-II et 12-I 2è, 27,

Vu la vacance d'un poste d'ouvrier professionnel Qualifié (option électricité) diffusée le 10 juin 2010 non pourvus par des fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1er : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} septembre 2010 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 1 poste vacant (à compter du 1^{er} octobre 2010) d'ouvrier professionnel Qualifié option électricité.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un CAP, d'un BEP ou d'un diplôme équivalent homologué au niveau V de l'option « électricité », de nationalité française ou ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne,

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication du présent avis au recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une pièce justifiant l'état civil et la nationalité du candidat (photocopie carte d'identité etc....),
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- copie du diplôme permettant de postuler sur un emploi d'électricien (cf article 2),
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice de ces fonctions, (liste disponible à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de VERDUN)
- un curriculum vitae sur papier libre,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie de ce document ou la première page du livret militaire.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 13 juillet 2010

Pour le directeur,
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
F. DELHOUSTAL

